

PATRICK NOPENS

Général de Brigade e.r. de l'Armée belge, Consultant, Transparency International, Programme de défense et de sécurité, Ancien chercheur associé, Institut royal des affaires internationales (EGMONT)

« LE LIEN ENTRE LA CORRUPTION ET LE TERRORISME »

I. La corrélation entre la corruption et l'insécurité internationale

Plusieurs études indiquent une corrélation positive entre la corruption et l'insécurité. La corruption provoque l'insécurité et l'insécurité crée un environnement où la corruption peut prospérer.¹

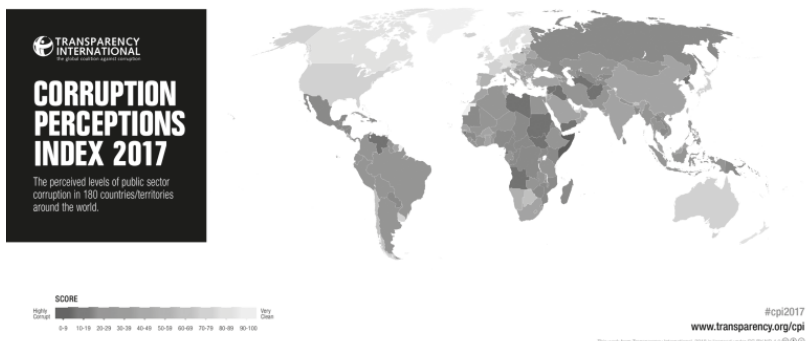
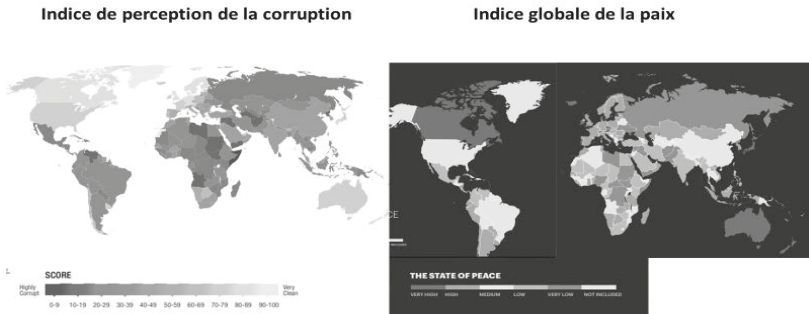


Fig. 1

1 Pour cette présentation, je me suis basé sur l'excellente étude de la Fondation Carnegie pour la paix internationale intitulée *Corruption, the Unrecognised Threat to International Security* et diverses publications du Programme de Défense et de Sécurité de Transparency International telles que *Corruption, Lessons from the International Mission in Afghanistan* et *The Fifth Column, Understanding the Relationship between Corruption and Conflict*.

La corruption affecte tous les pays. Dans plus de 120 pays sur les 176 étudiés dans *l'Indice de Perception de la Corruption* de Transparency International, la corruption est perçue comme un problème important. La figure 1 montre les résultats de *l'Indice de Perception de la Corruption de 2017*. Le gris clair montre les pays qui sont considérés comme les moins corrompus, le gris foncé les pays les plus corrompus².



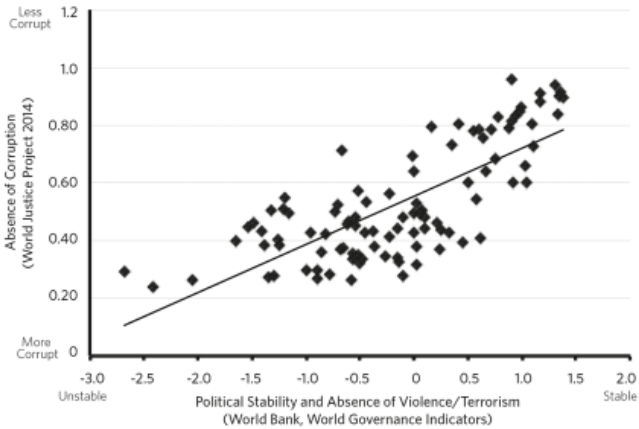
Source: Transparency International et Institute for Economics and Peace.

Fig. 2

La deuxième figure montre les résultats de *l'Indice de Perception de la Corruption* côte à côte avec ceux de *l'Indice globale de la Paix*. Il démontre clairement une corrélation positive entre la corruption et l'insécurité

² Veuillez consulter le site officiel : <https://tikenya.org/the-corruption-perception-index-2017/>

Stabilité politique et absence de corruption

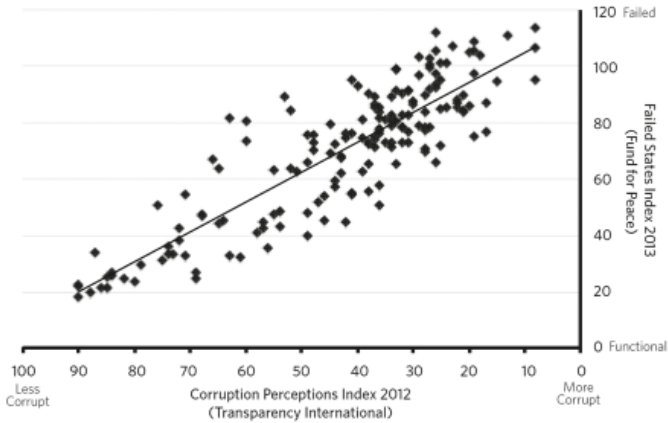


Source : Carnegie Endowment for International Peace.

Fig. 3

La troisième figure montre la corrélation entre la stabilité politique et l'absence de corruption du *Projet de Justice mondiale* (axe vertical) et la stabilité politique et l'absence de violence et terrorisme de la *Banque mondiale* (axe horizontal) ; moins est présente la corruption, plus grande est la stabilité d'un pays.

Corruption et défaillance des Etats

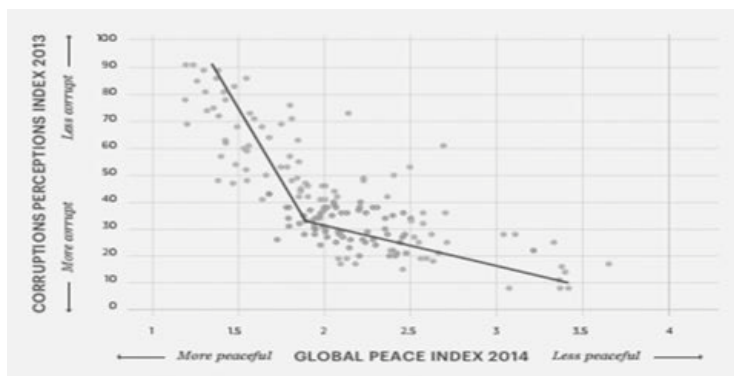


Source : Carnegie Endowment for International Peace.

Fig. 4

La quatrième figure combine l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International et l'Indice des Pays faillis du Fond pour la Paix. Il révèle quant à lui, une corrélation positive : les pays caractérisés par une corruption sévère ont également tendance à souffrir d'un conflit armé ou d'un échec de l'État. Douze des quinze pays les moins bien classés sur l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International, par exemple, sont le théâtre d'insurrections ou abritent des groupes extrémistes et constituent de graves menaces pour la sécurité internationale.

Corruption et point de bascule



Source : Transparency International.

Fig. 5

La cinquième figure suggère qu'un « point de basculement » peut être identifié, au-delà duquel toute augmentation (même faible) des niveaux de corruption perçus, entraîne un risque considérablement accru de conflit et de violence. Il est composé de données de *l'Indice de Perception de la Corruption* de Transparency International (axe vertical) et de *l'Indice de la Paix globale* (axe horizontal). Lorsqu'un pays tombe en dessous du « point de basculement », on constate une augmentation des indicateurs liés au niveau et à la robustesse de la paix, notamment la terreur politique et l'instabilité, les crimes violents, les conflits organisés et l'accès aux armes légères. Ce « point de basculement » semble se situer autour de 40 (sur 100) de *l'Indice de Perception de la Corruption* de Transparency International.

Le suicide par immolation par le feu le 17 décembre 2010 en Tunisie de Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulancier harcelé par la corruption, ainsi que l'arrestation en février 2011 en Syrie d'une vingtaine de jeunes qui avaient inscrits un slogan contre Assad sur le mur de l'école sont des exemples d'incidents, à première vue sans importance internationale, qui ont eus des conséquences majeures.

FIGURE 1 | Corruption-related violence and unrest



Source : Carnegie Endowment for International Peace.

Fig. 6

La sixième figure montre la violence et agitation à la suite de la corruption allant des manifestations contre la corruption au changement de régime et de guerres civiles généralisées.

Tout ceci reflète un large consensus ; la corruption et l'instabilité politique, sont corrélées et les États dominés par des systèmes de clientélisme étroits sont plus vulnérables à l'instabilité.

Cependant, ces corrélations simples ne fournissent pas d'informations sur la dynamique de la corruption systémique et sur la manière dont elle pourrait menacer la sécurité mondiale. Pour exploiter utilement la corrélation entre la corruption grave et les menaces à la sécurité

internationale, il convient d'examiner de plus près la manière dont la corruption est structurée dans un pays donné et les facteurs de risque indépendants avec lesquels elle interagit.

II. La corruption endémique

La corruption endémique n'est pas un échec ou une distorsion du gouvernement.

Au cours des quinze dernières années, les soulèvements populaires ont renversé les gouvernements de la Tunisie au Kirghizistan et l'Ukraine. Parallèlement, les talibans et les djihadistes du monde entier se battent en Afghanistan, en Irak et en Syrie. En Afrique, au Maghreb, au Sahel, au Nigéria et en Afrique orientale, les djihadistes s'attaquent aux gouvernements. Bien que souvent méconnue par la communauté internationale qui cherche à contrer ces mouvements extrémistes, la corruption publique endémique constitue le système politique dans tous ces pays.

La principale raison de cette méconnaissance est que la corruption est généralement considérée comme une pathologie en marge du système politique ou comme une défaillance du système. Par conséquent, la plus grande partie du travail de lutte contre la corruption est confiée aux agences d'aide et à la société civile locale. Ces interventions visent à remédier aux lacunes techniques ou au renforcement des capacités de gouvernance.

Cependant, dans de nombreux pays, la corruption constitue le système. Le gouvernement ne sert pas la nation; son objectif est l'enrichissement de la classe dirigeante.

LES CATEGORIES DE CORRUPTION ENDEMIQUE

Selon l'étude de Carnegie, ces pays extrêmement corrompus se répartissent en deux catégories.

Le premier est constitué de ceux où la corruption est relativement structurée, où les systèmes de gouvernement ont bénéficié à un ou plusieurs clans ou réseaux (l'Égypte, l'Algérie, l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Cameroun, le Pérou sous l'ancien président Fujimori, la Tunisie sous le régime précédent, l'Ouzbékistan, le Venezuela, l'Ukraine sous le président Ianoukovitch, et même l'Afghanistan sous Karzaï). Ces États peuvent avoir un ou plusieurs réseaux kleptocratiques, qui ne coexistent souvent que difficilement. Dans ces pays, les réseaux kleptocratiques contrôlent le gouvernement. Les instruments de force sont une priorité absolue. Pour assurer l'impunité, les réseaux kleptocratiques cooptent la fonction judiciaire. Le système financier joue souvent un rôle important. Une dynamique verticale importante des réseaux impliqués est essentielle à la dynamique de cette kleptocratie structurée. À l'instar d'une pyramide, les échelons inférieurs rendent une partie de leur revenu corrompu aux personnes qui se trouvent plus haut sur l'échelle.

La deuxième catégorie d'États gravement corrompus est quelque peu différente (la Côte d'Ivoire, la Colombie, la Guatemala, le Honduras, le Mexique, la Somalie, le Soudan du Sud). Celles-ci n'ont pas le même degré de consolidation au sommet de la pyramide. Par conséquent, les groupes kleptocratiques peuvent s'engager dans une compétition violente ouverte pour capter des flux de revenus et, en tant que tels, menacer la sécurité internationale. Alternativement, le système de corruption dans ces États peut simplement être moins coordonné, par exemple, parce qu'un système politique fédéral peut empêcher la centralisation dans une seule kleptocratie.

Bien entendu, de nombreux pays tombent entre ces deux catégories ou évoluent d'une catégorie à l'autre. La Russie jusque l'an 2000 se trouvait plutôt dans la deuxième catégorie, après elle a évolué vers la première.

III. La corruption comme menace pour la sécurité

Sarah Chayes, chercheuse principale au *Programme Démocratie, Conflits et Gouvernance de Carnegie*, voit la corruption comme une menace existentielle : « La corruption aiguë est une forme de tyrannie – qui peut susciter des réactions aussi violentes et extrêmes que les abus monarchiques qui ont conduit aux Révolutions américaine et française ». Même si cela peut sembler un peu exagéré, les révoltes du Printemps arabe démontre que la corruption peut être une des causes les plus importantes d'insurrection, et ceci pour plusieurs raisons.

LA CORRUPTION ENTRAÎNE LES CITOYENS DANS LES MAINS DES TERRORISTES

La corruption endémique est souvent utilisée comme outil de recrutement par les terroristes. Comme les États corrompus ne fournissent pas les services nécessaires aux citoyens, les terroristes peuvent remplacer l'État ; ceci était p.ex. le cas en Afghanistan où l'application de la loi par le Taliban, même si elle était beaucoup plus sévère, était plus rapide et moins corrompu que pendant les régimes précédents, au moins dans les premières années. Enfin, les régimes kleptocratiques privent les citoyens d'opportunités d'emploi, de sorte que ces citoyens se tournent vers des organisations terroristes ou criminelles pour trouver un emploi et obtenir des revenus.

DES FACILITATEURS INTERNES CORROMPUS SONT INDISPENSABLES AU TERRORISME

La corruption est un outil essentiel pour les terroristes, tout comme pour la criminalité transnationale organisée. Les fonctionnaires corrompus fournissent des passeports et des visas; ils facilitent les mouvements transfrontaliers et fournissent des permis d'exportation frauduleux pour les produits destinés à financer le terrorisme.

Une gouvernance corrompue aide les organisations extrémistes en fournissant un refuge et un soutien logistique lorsque les fonctionnaires ferment les yeux moyennant un pot-de-vin. Par exemple, le groupe terroriste Al-Shabaab a pu infiltrer le Centre commercial West Gate en septembre 2013 à Nairobi, tuant plus de 60 personnes en soudoyant les gardes de sécurité. En septembre 2004, des terroristes armés en Ossétie du nord, en route pour attaquer l'école de Beslan, ont pu passer les barages routiers grâce à des soldats corrompus. Dans de nombreux pays, y compris en Europe, des fonctionnaires ont conclu des alliances avec des organisations criminelles transnationales – drogues, armes et trafiquants d'êtres humains.

DES FACILITATEURS EXTERNES CORROMPUS SONT INDISPENSABLES AU TERRORISME

Souvent des institutions et des individus occidentaux respectables facilitent la corruption. Le secteur bancaire international est peut-être le plus important de ces facteurs. Ce secteur continue de jouer un rôle essentiel dans le transfert de la richesse nationale au secteur privé et dans le transfert de cette richesse à l'étranger. D'autres professionnels occidentaux, tels que des avocats prestigieux ou des cabinets de comptables, jouent un rôle similaire, quoique moins central.

Des puissants réseaux kleptocratiques des pays voisins (Ukraine – Russie, Cameroun – Nigéria) constituent une autre forme de catalyseur clé pour les élites dirigeantes.

Des rencontres de membres de gouvernement d'États corrompus avec des personnages de haut niveau occidentaux sont également utilisées pour démontrer que leur régime est accepté par la communauté internationale.

Par conséquent, au moins une partie de la colère des victimes vise les alliés occidentaux de ces régimes détestés. Par exemple, le récit principal d'al-Qaïda souligne que la principale justification des attentats du 11 septembre 2001 était le soutien américain aux kleptocraties du Moyen-Orient. En d'autres termes, les gouvernements occidentaux, dans leur rôle d'activation, ne seraient pas moins corrompus que les autres gouvernements.

Par conséquent, lorsque l'on considère la manière de lutter contre la corruption à l'étranger, les décideurs occidentaux doivent comprendre la manière dont les acteurs de leurs propres communautés facilitent le comportement corrompu.

LA CORRUPTION ET LA NÉGOCIATION D'ÉLITE³

La corruption est souvent considérée comme une négociation d'élite, constituant un facteur de stabilité. La corruption d'élite est considérée comme nécessaire pour maintenir la stabilité et la promotion d'objectifs de développement. Par exemple, en 2009, le président Obama a qualifié le président Moubarak de «force de stabilité dans la région».

Une telle analyse sous-estime la tendance croissante des populations de résister violemment contre un système de gouvernement qu'ils ne tolèrent plus. La fureur que la corruption déclenche et la probabilité que certains s'expriment de manière violente ou déstabilisante sont souvent sous-estimées. Le récit de motivation de nombreux mouvements extrémistes déborde de références à la corruption. Toutes les manifestations de masse lors des soulèvements arabes de 2011 ont été principalement

3 Négociation d'élite (elite bargaining) peut être définie comme des accords discrets ou une série d'accords renégociant explicitement la répartition du pouvoir et la répartition des ressources entre les élites. Dans le contexte de régimes corrompus, cela réfère à l'acceptation de cette forme de gouvernement pour ne pas déstabiliser la situation dans un pays ou pour maintenir certains avantages auprès de ce pays.

alimentées par une corruption endémique de la part de clans restreints comprenant de hauts responsables du gouvernement et leurs proches.

*Corruption religieuse, corruption financière, corruption politique et administrative et la décadence morale de la société. Tout cela vous recevez dans les pays gouvernés par des tyrans en non pas par l'Etat du Califat.”
L'Etat islamique*



Source : Transparency International.

Fig. 7

LA CORRUPTION SAPE LA DIVERSITE ECONOMIQUE

En outre, la corruption sape la diversité économique d'un pays en concentrant les énergies gouvernementales sur les ressources qu'ils peuvent capter. Elle réduit les avantages d'être riche en ressources en détournant les revenus des industries extractives qui devraient être réinvestis pour le bien commun, dans les poches de quelques individus. Par exemple, l'Afghanistan est en train de développer un secteur minier économiquement dynamique, qui devrait créer des emplois, développer les infrastructures, générer des revenus, assurer une croissance économique inclusive pour tous les Afghans. Toutefois, il est douteux que cette évolution soit gérée correctement et ne devienne pas la proie de la corruption. L'exploitation minière en Afghanistan n'aura donc pas le potentiel d'être un pilote de réduction de la pauvreté et d'une croissance soutenue. Cette malédiction des ressources frappe également les pays comme la République démocratique du Congo.

LA CORRUPTION ENDOMMAGE L'ECOSYSTEME

Enfin, la corruption nuit aux écosystèmes, ce qui accroît la souffrance de la population, ce qui les rend plus susceptibles de se révolter. Par exemple, les dégâts environnementaux survenus sur le site de déversements d'hydrocarbures du Royal Dutch Shell et d'ENI au Nigéria il y a plus que dix ans se sont considérablement aggravés après des années de retard dans les efforts de nettoyage. Les deux compagnies étaient d'ailleurs impliquées dans une affaire de corruption présumée concernant un accord pétrolier au Nigéria de la valeur de 1,1 milliard de dollars.

IV. Interaction avec d'autres facteurs de risque

La corruption ne peut être uniquement rendue responsable pour l'insurrection, la révolution, la dépression économique ou la captation de l'État par des organisations criminelles transnationales. D'autres facteurs, associés à la gouvernance kleptocratique, augmentent la probabilité de menaces internationales pour la sécurité.

A/ Les griefs locaux

Des réseaux déterminés à exploiter des faiblesses, tels qu'Al-Qaïda ou ISIS, peuvent tirer parti des griefs locaux comme c'est le cas au Mali ou en Syrie. Une rupture dans l'auto-identification au sein d'une population, qu'elle soit religieuse, ethnique ou linguistique, ou liée à l'identité nationale ou au séparatisme, pourrait être un facteur de risque. De graves disparités économiques entre régions d'un même pays ou des dommages climatiques ou environnementaux constituent également des facteurs de risque.

Par conséquent, lorsqu'on examine les implications de la corruption pour la sécurité dans un pays donné, il faut analyser cela à la lumière de tous les autres facteurs clés possibles.

B/ La criminalité

Un des facteurs de risque le plus important est probablement la criminalité. Les terroristes fonctionnent comme des entreprises criminelles diversifiées. Le terrorisme est donc de plus en plus dépendant et étroitement lié à la criminalité et à la corruption. Toutes les formes de criminalité sont liées au terrorisme, les crimes majeurs tout comme les crimes moins graves.

Les principaux crimes liés au terrorisme sont notamment le trafic de drogue, le trafic d'êtres humains et la traite des êtres humains et des ressources naturelles – p. ex. l'or, coltan, l'ivoire, les cornes de rhinocéros...

Des crimes moins graves peuvent également être liés au financement du terrorisme. Les terroristes choisissent de financer leurs activités par le biais de la plupart des formes de commerce criminel les moins contrôlées – contrefaçons – (vêtements, produits pharmaceutiques), antiquités, cigarettes, petite fraude, téléphones volés, délits mineurs de propriété intellectuelle. Ces petites formes de commerce illicite ont un profit élevé et un faible risque et dépendent de fonctionnaires corrompus et, à la frontière, de fonctionnaires des douanes.

C/ Les flux financiers illicites

1. Flux de revenus

L'objectif dans les deux groupes de pays est bien entendu le même: c'est de siphonner la richesse du pays vers un petit groupe.

La source la plus évidente est constituée par les ressources naturelles, qui ne représentent toutefois qu'un des nombreux flux de revenus. Dans les pays pauvres en ressources, les terres publiques sont une source de richesse que les réseaux corrompus s'approprient presque universellement. Dans les pays arides, le monopole de l'eau sera en tête de liste. Dans les pays touristiques, les terrains à proximité du littoral seront très

recherchés. Dans d'autres pays, les corridors terrestres dominant le trafic d'armes ou de drogues seront la cible. L'exploitation forestière et des produits limités de la faune sont également particulièrement lucratives: les mouvements de guérilla et les militaires sont souvent impliqués dans ce trafic. Les réseaux kleptocratiques peuvent également être intéressés par les cultures commerciales, même le charbon de bois, comme au Soudan.

Le monopole de l'aide financière internationale est très recherché. L'assistance militaire ou antiterroriste peut constituer une incitation perverse à perpétuer une activité terroriste pour maintenir cette aide. Les soi-disant GONGOS⁴ peuvent être mis en place pour capturer des subventions de développement. Même la petite corruption, lorsqu'elle est totalisée, peut représenter une source de revenus importante: par exemple, en Afghanistan, la somme totale des petits pots de vin payés en 2015 s'élevait entre 2 milliards et 4 milliards de dollars (le PIB de l'Afghanistan était de 19 milliards dollars à cette époque).

2. Les flux financiers illicites pour blanchir et pour évacuer l'argent de la corruption

Les organisations terroristes ont développé et exploitent des banquiers corrompus pour transférer des fonds : le blanchiment d'argent fondé sur le commerce, est un élément clé pour transférer de l'argent aux terroristes. Je voudrais également mentionner les nouvelles possibilités dans le cyberspace.

⁴ Une organisation non gouvernementale (GONGO- *government-organized non-governmental organisation*) organisée par le gouvernement est une organisation non gouvernementale créée ou parrainée par un gouvernement pour promouvoir ses intérêts politiques et imiter les groupes civiques et la société civile dans son pays, ou promouvoir ses intérêts internationaux ou géopolitiques à l'étranger.

D/ Des environnements spécifiques

La recherche a démontré que les liens entre terrorisme et corruption sont les plus probables dans des environnements spécifiques. Les communautés de la diaspora avec des partisans disposés et réticents, les prisons, les mégapoles, les ports, les régions transfrontalières, les zones de libre-échange et les zones de conflit engendrent des terrains favorables au terrorisme.

E/ Les régions de conflit particulièrement conductives à l'interaction entre la corruption et le terrorisme

Les régions de conflit sont particulièrement propices à l'interaction entre la corruption et le terrorisme. Cela est évident en Afghanistan, en Syrie, en Irak, au Nigeria, en Colombie et en Russie méridionale.

V. Le dilemme des compromis politiques

Finalement je voudrais mentionner le dilemme du compromis politique.

Ces dernières années, d'importants progrès ont été réalisés dans la mise en place d'un cadre international de lutte contre la corruption. Cependant, des décisions politiques restent le produit de compromis entre des priorités concurrentes ou même conflictuelles. Par exemple, un programme anti-corruption pourrait entrer en conflit avec l'intérêt de maintenir une relation avec un gouvernement d'un pays qui est la seule source de biens, d'installations ou de services nécessaires, ou par leur position géopolitique ou de leur influence diplomatique. En outre, insister sur l'anti-corruption dans les relations avec les grandes puissances est extrêmement difficile et peut être contre-productif.

De plus, la pression sur le gouvernement corrompu peut déstabiliser leurs pays. Les dirigeants corrompus présentent souvent la stabilité kleptocratique à court terme comme la seule alternative au chaos.

Enfin, la prise de décision dans le cadre de la gestion de crise se traduit souvent par une collaboration avec quiconque se présente comme le moins mauvais partenaire sur le terrain.

Une analyse systématique des coûts de ne pas lutter contre la corruption est donc nécessaire pour améliorer sa politique face à la corruption endémique.

VI. Les implications opérationnelles

Comprendre la corruption endémique dans des pays concernés peut contribuer à rééquilibrer les compromis entre le court terme et long terme.⁵

Les implications diffèrent selon les secteurs.

Les services de renseignement ont besoin de nouvelles exigences en matière d'informations prioritaires pour recueillir des informations sur la corruption endémique.

Les diplomates devront peut-être modifier de manière significative leurs hypothèses pour interagir avec les responsables d'États corrompus. Ils devront tempérer l'impératif de préserver de bonnes relations avec ces gouvernements à n'importe quel coût. L'aide étrangère devra être mieux adaptée pour éviter qu'elle ne soit perçue comme une autre source de revenus à détourner.

Le soutien aux organisations de la société civile devra être adapté. La corruption ne peut être combattue sans une lutte persistante de la part de la population locale. Ces dernières années, les gouvernements autocratiques ont adopté une attitude plus stricte envers les organisations de la société civile, en particulier celles financées par l'étranger.

⁵ Ces implications opérationnelles et les conclusions sont également inspirées par l'étude de la Fondation Carnegie pour la paix internationale intitulée *Corruption, the Unrecognised Threat to International Security* et le travail de Transparency International Defence and Security et le Programme du Développement de l'Intégrité de l'OTAN.

Par conséquent, la société civile de ces pays a besoin d'un appui de l'extérieur et doit être soutenue de manière plus ajustée, en adoptant une approche globale pouvant inclure des réductions des actions des pays donateurs qui ont permis des régimes corrompus en premier lieu.

Il devrait également y avoir des implications pour les acteurs économiques, y compris une analyse coûts-avantages plus nuancée et une attention aux conditions de production.

Enfin, je voudrais dire quelques mots sur les implications pour les opérations militaires comme en Afghanistan, en Irak et au Mali. Dans le cadre de l'OTAN et de certains pays d'Europe occidentale, beaucoup de travail a été accompli ces dix dernières années pour lutter contre la corruption lors des opérations expéditionnaires. L'OTAN, avec *Transparency International Defence and Security*, a mis au point un programme de développement de l'intégrité axé sur la lutte contre la corruption dans le domaine de la défense et de la sécurité. En coopération avec la Norvège, avec son *Centre pour l'Intégrité dans la Défense et la Sécurité* et l'*Académie de Défense du Royaume-Uni*, avec son Programme de Développement de l'intégrité, ils ont pris l'initiative d'introduire ces notions dont nous venons de parler dans un contexte militaire et sécuritaire plus large. Alors que la corruption ne figurait même pas à l'ordre du jour des forces armées de l'OTAN en Afghanistan jusqu'en 2009, les mesures de lutte contre la corruption font désormais partie intégrante de tous les plans opérationnels élaborés par l'OTAN, non pas comme une annexe obscure mais dans le document principal.

VII. Cconclusions

La corruption endémique ne doit pas être comprise comme un échec ou une distorsion du gouvernement, mais comme un système fonctionnel dans lequel les réseaux dirigeants utilisent des leviers de pouvoir sélectionnés pour capter des flux de revenus spécifiques. Cet effort éclipse souvent les activités liées à la gestion de l'état.

Une telle corruption systématique suscite l'indignation des populations, ce qui en fait un facteur de troubles sociaux et d'insurrection.

Elle contribue à d'autres menaces à la sécurité internationale, telles que les réseaux transnationaux de criminalité organisée, la facilitation des organisations terroristes et les perturbations économiques endémiques.

La corruption n'alimente pas uniquement ces menaces. Elle se combine à d'autres facteurs de risque, tels que la criminalité internationale, les dissensions ethniques, religieuses ou linguistiques au sein d'une population, ou à de graves disparités économiques, afin d'accroître la probabilité d'un problème de sécurité.

Les décideurs occidentaux accordent généralement la priorité à d'autres considérations, telles que les impératifs de sécurité immédiats, la valeur économique ou stratégique du maintien des relations avec un gouvernement donné ou le retour sur investissement, par rapport aux problèmes de corruption. En conséquence, les institutions et les individus occidentaux permettent souvent à des gouvernements corrompus d'exacerber les menaces pour la sécurité et d'engendrer des risques de réputation parfois dangereux.